



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – TB – 2025 – I – 133

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune d'Arques

SA ALPHAGLASS

Arrêté du

01 OCT. 2025

portant mise en demeure

**Le préfet du Pas-de-Calais
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe Marx en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 9 avril 2025 portant nomination de Laurent Touvet, en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu l'arrêté d'autorisation délivré le 11 janvier 2022 à la société Alphaglass pour l'exploitation d'une unité de fabrication de flacons et bouteilles en verre sur le territoire de la commune d'Arques à l'adresse suivante ZAC « extension ZI du Hocquet » ;

Vu l'arrêté n° 2025-10-93 du 12 mai 2025 portant délégation de signature ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement sur le site le 30 avril 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 8 juillet 2025 suite à la visite du 30 avril 2025 ;

Vu la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure en date du 9 juillet 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 30 avril 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :
 - l'exploitant n'a pas réalisé de programme de surveillance environnementale de l'impact de ses rejets atmosphériques,
 - l'exploitant n'a pas équipé les murs coupe-feu séparant les deux cellules de l'entrepôt V5 d'une aire de mise en station des moyens aériens positionnée au droit des murs coupe-feu à ses deux extrémités, ni de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement indépendamment du système d'extinction automatique d'incendie.
2. Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 9.2.1.2 de l'arrêté du 11 janvier 2022 susvisé qui impose à l'exploitant de transmettre sous 3 mois un programme de surveillance environnementale de l'impact de ses rejets atmosphériques. Ce programme concerne a minima les paramètres NOX et SOX et précise : le nombre et l'emplacement des différents points de mesures, la fréquence de mesures (a minima tous les deux ans), les normes des mesures utilisées, les conditions dans lesquelles les appareils de mesures sont installés et exploités ;
3. Ces constats constituent un manquement aux dispositions du point 3.3.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé qui impose à l'exploitant d'équiper les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m² d'autres cellules soit d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres, soit de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant ;
4. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Alphaglass de respecter les

prescriptions et dispositions de l'article 9.2.1.2 de l'arrêté susvisé ainsi que les prescriptions et dispositions de du point 3.3.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Article 1^{er} : La société Alphaglass, dont le siège social se situe 3 place de la gare à FEUQUIÈRES (60960), exploitant une unité de fabrication de flacons et de bouteilles en verre sise ZAC « extension ZI du Hocquet » sur la commune d'Arques est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.2.1.2 de l'arrêté du 11 janvier 2022 en établissant son programme de surveillance environnementale de l'impact de ses rejets atmosphériques, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : La société Alphaglass, dont le siège social se situe 3 place de la gare à FEUQUIÈRES (60960), exploitant une unité de fabrication de flacons et de bouteilles en verre sise ZAC « extension ZI du Hocquet » sur la commune d'Arques est mise en demeure de respecter les dispositions du point 3.3.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :

- en équipant les murs coupe-feu séparant les deux cellules de l'entrepôt V5 d'aires de mise en station des moyens aériens positionnée au droit des murs coupe-feu à ses deux extrémités,
- ou en établissant des moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer le refroidissement des murs coupe-feu indépendants du système d'extinction automatique d'incendie.

dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8_II du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille [5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex] dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète de SAINT-OMER et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ALPHAGLASS, dont une copie sera transmise en mairie d'ARQUES.

À Arras

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Christophe Marx

Copie à :

- la société ALPHAGLASS
- la sous-préfecture de SAINT-OMER
- la mairie d'ARQUES
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UD du Littoral